«Au mois de janvier dernier, nous avons dénombré vingt cas. Il y a quand même une légère diminution mais on ne pourrait pas se frotter les mains d'autant plus qu'il y a des cas qui ne se déclarent pas. Ce qui fait que les statistiques ne sont pas maitrisable », a affirmé Jean-Marie Kamukerere.

Il explique que certaines victimes de violences sexuelles ne dénoncent pas leurs bourreaux par craintes des représailles.

Jean-Marie Kamukerere a demandé à l'autorité publique de réglementer le commerce des boissons alcoolisées qui poussent plusieurs jeunes à commettre ces crimes. La zone de santé de Binza compte environ cent quatre vingt mille habitants, douze aires de santé et un hôpital de référence à Nyamilima.

Source: allAfrica